

**PARTOUT EN EUROPE
PAS QUESTION DE PAYER
LEUR CRISE**



L'extrême urgence écologique impose de prendre des mesures radicales.

**L'EUROPE QUE NOUS VOULONS
PAGES 5, 6 & 7**



Il y a 20 ans, place **Tiananmen**, le pouvoir chinois matait la révolte populaire dans un bain de sang.
PARLONS-EN PAGE 10



De passage à Marseille avant d'aller à Cannes, **Ken Loach** apporte tout son soutien au NPA.
REGARDS PAGE 2

TOU**T** est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

21 MAI 2009 | N°9 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

PARTOUT EN EUROPE

PAS QUESTION DE PAYER LEUR CRISE

Aux élections européennes, il faut faire entendre une autre voix à gauche, résolument anticapitaliste.



La campagne des européennes va se résumer à sa dernière ligne droite. Tous les observateurs notent le désintérêt pour ce scrutin traditionnellement peu mobilisateur. Ce qui est en cause, c'est une construction européenne opaque, obsédée par le fric, n'envoyant aux peuples que de mauvaises nouvelles, ne protégeant de la crise que les capitalistes. L'autre raison en est sans doute la décision du pouvoir, qui tient les grands médias, d'organiser la campagne la plus courte possible pour favoriser l'abstention et éviter que la colère sociale ne s'invite dans les urnes. Preuve que, décidément, le NPA doit gêner, les coups à son encontre pleuvent. «Violents», assène la droite alors que c'est elle qui en fait la preuve au quotidien en maniant la matraque contre le mouvement social. «Rapaces», accusent les Chérèque (CFDT) et Mailly (FO), qui feraient mieux

de réserver leur énergie contre le Medef. «Inutiles», bégaye le Parti socialiste qui appelle piteusement au vote «utile», alors qu'il vote avec la droite 97% des textes du Parlement européen. Certains en rajoutent et brocardent le NPA, qui serait en perte de vitesse ou tellement occupé par les luttes sociales qu'il en négligerait les européennes. Le NPA rejette la séparation artificielle qui voudrait que le social se résume à la rue, et la politique aux institutions. La campagne des européennes se situe dans le prolongement du combat que ses militants mènent au quotidien. Son programme montre comment faire payer la crise aux capitalistes, en organisant par exemple l'interdiction des licenciements ou la hausse des salaires, des pensions de retraite, des minima sociaux à l'échelle de toute l'Europe. Il défend une Europe qui donne l'exemple dans la lutte contre le réchauffement climatique, en rompant avec le productivisme, en chan-

geant les choix énergétiques, en réorganisant les transports. Face à la vie chère et aux licenciements, des millions de travailleurs et de jeunes sont tentés par l'abstention. Ce n'est pas le bon choix. Pour protester utile, il faut protester fort, clair et net. Il faut voter pour les listes du NPA ! Trois mois après sa création, il faut lui donner des élus, pour marquer sa dynamique et sa progression, pour aider à la construction d'un parti anticapitaliste européen, pour être les oreilles et la voix de la population. Le NPA va jeter toutes ses forces dans cette campagne. Et cela va se voir, dans les quinze jours qui viennent, sur les murs, dans les boîtes aux lettres, sur les marchés, dans les quartiers populaires, dans les villages, aux portes des entreprises.

Frédéric Borras

**SRI LANKA
SILENCE, ON TUE**

L'armée sri lankaise a affirmé, dimanche 17 mai, avoir évacué l'ensemble des civils qui restaient piégés dans la zone de combats qu'elle mène contre les Tigres de libération de l'Elam tamoul (LTTE). Les séparatistes tamouls, réfugiés sur une bande

de terre d'environ 1 km², ont de leur côté admis leur défaite militaire et ont rendu les armes. Aucune organisation humanitaire, aucun journaliste n'étant habilité à rester sur place, il est absolument impossible de confirmer ces informations.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 8

**EDF-GDF-SUEZ
56 JOURS DE GRÈVE**

Alors que les salariés d'ERDF/GRDF et EDF-SA sont entrés dans leur huitième semaine de grève et d'actions, il aura fallu une petite action «coup de poing» pour faire frémir les médias et les dirigeants. Que s'est-il passé au siège de l'Unémig (le patronat du gaz), jeudi 14 mai, pour justifier l'arrestation et la mise en garde

à vue de 74 salariés, dont plusieurs responsables de la CGT? Quelques papiers passés par la fenêtre, des bureaux déplacés, des cadres qui se font vertement engueuler par des salariés excédés du silence méprisant de leur direction, qui refuse toujours l'ouverture de négociations de branche sur les salaires.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3



Le 23 avril. Manifestation des électriciens et gaziers devant l'Assemblée nationale (JMB).



Par François Coustal

QUI EST INDÉCENT ?

GCe n'est pas à proprement parler un scoop : les éditorialistes du *Figaro* et des *Echos* apprécient peu l'action syndicale. Mais faut-il que la lutte des agents d'EDF et de GDF les perturbe pour qu'ils en arrivent à perdre toute mesure, remplaçant les analyses et les arguments par l'insulte ? Pour *Le Figaro*, c'est : « EDF, GDF : ces casseurs qui bénéficient d'un emploi protégé. » Pour *Les Echos*, c'est « la grève indécente ». Le summum de l'hypocrisie est rapidement atteint : « Enfants gâtés de la crise à côté des ouvriers de Caterpillar ou de Continental, électriciens et gaziers ne sont pas animés, eux, par cette énergie du désespoir qui, seule, peut, sans la justifier, expliquer la violence. » Pourtant, on ne se souvient pas que *Les Echos* ait manifesté la moindre considération pour les Caterpillar ou les Conti ! En fait, on se demande ce qui, dans le propos de l'éditorialiste, est le plus misérable : la rage contre les travailleurs de l'énergie, ou la lamentable tentative d'instrumentaliser les salariés licenciés du privé ? S'agissant d'EDF et de GDF, il existe bien des comportements

« indécents » que la presse devrait se faire un devoir de dénoncer. A commencer par les rémunérations des dirigeants : en 2008, celle de Pierre Gadonneix, patron d'EDF, a augmenté de 25% pour atteindre 900 000 euros annuels ; celle de Jean-François Cirelli a augmenté de 180% (!) pour atteindre 1 297 000 euros. Sur cela, ni *Le Figaro* ni *Les Echos* ne s'appesantissent : ils jouent leur partition dans la vaste campagne gouvernementale, patronale et médiatique qui vise à salir et discréditer ceux et celles qui, las de trop subir, cherchent les moyens de la résistance et de la riposte. Et cette offensive s'attaque aussi bien aux salariés du privé qu'à ceux du public. Car l'objectif est bien le même : faire payer aux salariés, du public comme du privé, la crise dont sont, au premier chef, responsables ces multinationales qui possèdent aussi bien *Le Figaro* que *Les Echos* ! Et si leur hargne était à la mesure de leurs craintes...

à noter

MEETING NATIONAL
AVEC CHRISTIAN NGUYEN, RAOUL JENNAI, CHRISTINE POUPIN, OMAR SLAOUTI, LAURENCE DE BOUARD, MYRIAM MARTIN, YVAN ZIMMERMANN ET OLIVIER BESANCENOT, jeudi 4 juin, 20 h, espace Paris-Est (128, rue de Paris, Montreuil, M° Robespierre).

CAMPAGNE EUROPÉENNE: RÉUNIONS PUBLIQUES DE LA SEMAINE DES TÊTES DE LISTE DU NPA

22 MAL. AURILLAC, 20h30, avec Christian Nguyen (Centre), place de la Paix (bâtiment de l'Horloge, salle 701). **AVIGNON**, 19h30, avec Raoul Jennar (Sud-Est), salle de Champfleury (1, avenue de la Foire). **LILLE**, 19h, avec Christine Poupin (Nord-Ouest) et Olivier Besancenot, Grand Palais.

23 MAL. DRAGUIGNAN, 17h, avec Raoul Jennar (Sud-Est), MSJ salle Carbonel (boulevard Marx-Dormoy).

24 MAL. CHÂTEAU-RENAUD, 17h, avec Raoul Jennar (Sud-Est), annexe mairie.

25 MAL. EVRY, 20h30, avec Omar Slaouti (Ile-de-France), salle Bexley (place Bexley, rue Montespan). **NANCY**, 20h30, avec Yvan Zimmermann (Est) et Olivier Besancenot, Palais des congrès. **BREST**, 20h, avec Laurence de Bouard (Ouest), salle des Syndicats (rue de L'Harteloire).

26 MAL. CHATEAUBOUX, avec Christian Nguyen (Centre), 20h30, salle Roger-Dion (rue de la République). **BOLBEC**, 18h30, avec Christine Poupin (Nord-Ouest), salle Jean-Jaurès (face à la mairie). **NANTES**, 20h30, avec Laurence de Bouard (Ouest) et Olivier Besancenot, La Trocardière (Rezé). **MILLAU**, 21h, avec Myriam Martin (Sud-Ouest), salle Combes. **REIMS**, 20h, avec Yvan Zimmermann (Est), salle Armonville (rue Armonville).

27 MAL. GUÉRET, 20h30, avec Christian Nguyen (Centre) et Olivier Besancenot, salle de la mairie. **MEYTHET**, 20h, avec Raoul Jennar (Sud-Est), salle Le-Météore. **SAINT-DENIS**, 20h, avec Omar Slaouti

(Ile-de-France), Bourse du travail (rue Génin, M° Porte-de-Paris). **AMIENS**, 20h, avec Christine Poupin (Nord-Ouest), salle Dewailly (à côté du coliseum). **POITIERS**, 20h30, avec Laurence de Bouard (Ouest), MJC Aliénor-d'Aquitaine (37, rue de Pierre-de-Coubertin). **NIMES**, 18h, avec Myriam Martin (Sud-Ouest), centre André-Malraux (chemin bas d'Avignon).

28 MAL. GIVORS, 18h, avec Raoul Jennar (Sud-Est), salle Malik-Oussekin. **VIENNE**, 20h30, avec Raoul Jennar (Sud-Est), salle des fêtes (place Miremont). **FÉCAMP**, 20h30, avec Christine Poupin (Nord-Ouest), salle du CCAS (place du Général-Leclerc). **LE MANS**, 20h30, avec Laurence de Bouard (Ouest), salle Henri-Barbin (boulevard Jean-Jacques-Rousseau). **BÉZIERS**, 20h30, avec Myriam Martin (Sud-Ouest), salle Tenda-Occitana (à côté du stade de la Méditerranée).

29 MAL. BLOIS, 20h, avec Christian Nguyen (Centre), salle Jean-Cros. **MARSEILLE**, 20h30, avec Raoul Jennar (Sud-Est) et Olivier Besancenot, Dock des Suds (12, rue Urbain-V). **BEAUVAIS**, 20h, avec Christine Poupin (Nord-Ouest), salle du Pré-Martin. **MULHOUSE**, 19h, avec Yvan Zimmermann (Est), Kinépolis (175, avenue Robert-Schumann).

30 MAL. BASTIA, 19h, avec Raoul Jennar (Sud-Est) et Olivier Besancenot, L'Arinella (sous chapiteau, quartier sud). **ALENÇON**, 18h30, avec Christine Poupin (Nord-Ouest), halle aux Toiles.

RÉUNIONS PUBLIQUES DU NPA «PARTOUT EN EUROPE, PAS QUESTION DE PAYER LEUR CRISE»

22 MAL. GIEN, 20h30, salle place de la Victoire. **PITRES**, 20h30, salle des associations. **MONTLUEL**, 20h, salle polyvalente. **SAINTE-CROIX-VALLÉE-FRANÇAISE**, 20h, salle de la mairie.

25 MAL. PARIS 19^e, 19h30, école élémentaire (160, avenue Jean-Jaurès). **CHÂTELLERAULT**, 20h30, salle Camille-Pagé (12, avenue Camille-Pagé). **SAINTE-SIGOLÈNE**, 20h30, salle de la mairie. **REYRIEUX**, 20h30, espace talançonnais.

26 MAL. PITHIVIERS, 20h30, salle Madeleine-Rolland (rue Madeleine-Rolland). **CHAMBÉRY**, 20h, espace Pierre-Cot (quai des Allobroges). **AURIAC-SUR-VENDINELLE**, 20h30, salle municipale (mairie). **VERNEUIL-SUR-AVRE**, 20h30, maison Dufour. **VERNON**,

18h, salle de la Goutte-de-Lait (rue Saint-Lazare). **FLEURY-SUR-ANDELLE**, 20h30, mairie. **CAVAILLON**, 19h, salle Vidau. **PARIS 9^e**, 19h30, école de Bruxelles (32, rue de Bruxelles, M°Clichy). **MARVEJOLS**, 20h, salle du Cheval-Rouge.

27 MAL. FONTENAY-SOUS-BOIS, 20h, avec Daniel Bensaïd, foyer Aimée-Matteraz (15, rue Jean-Pierre Timbaud). **FLORAC**, 20h, salle du conseil municipal. **ARCUEIL**, 20h30, école Jules-Ferry (entrée rue Raspail). **PONT-À-MOUSSON**, 20h, Maison des sociétés (avenue des États-Unis). **LOUVIERS**, 20h, salle du Conseil (cour de la mairie). **L'AIGLE**, 20h30, salle des associations (place de Verdun). **BELLEGARDE**, 20h30, salle Joliot-Curie. **ROSNY**, 20h30, stade Girodit (rue du président Kennedy). **PARIS 19^e**, 19h30, école élémentaire (9, rue Jomard, M° Crimée).

28 MAL. LANGOGNE, 20h, centre culturel. **VILLEFRANCHE-DE-ROUERGUE**, 20h30, avec Alain Krivine, salle de la Madeleine. **PRÉ-SAINT-GERVAIS**, 20h, Maison des associations (derrière la mairie, 3, place Anatole-France, 2^e étage, salle 3). **PARIS 19^e**, 19h30, avec Daniel Bensaïd, école primaire (1, rue du Général-Lasalle, M° Belleville). **EVREUX**, 20h, maison de quartier de la Madeleine. **TALENCE**, 18h, salle des Eclaireurs (allée des Petits-Rois, près du château de Thouars, derrière la piscine). **ARGENTAN**, 20h30, salle Maupassant. **AMBÉRIEU**, 20h, Maison du peuple (près de la gare).

29 MAL. SAINT-CHÉLY, 20h, centre socioculturel. **LA FERTÉ-MACÉ**, 20h30, salle du marché couvert. **GENNEVILLIERS**, 20h, école Joliot-Curie (15, rue Roger-Pointard, quartier des Agnettes).

à suivre sur

NPA EUROPEENNES 2009

regards

Propos recueillis par Guillaume Andreux et Charlotte Pello

KEN LOACH: « FAIRE VIVRE NOS IDÉES »

En route pour le Festival de Cannes, où il présente son dernier film (« Looking for Eric »), Ken Loach s'est arrêté, le 16 mai, à Marseille. A l'occasion des 25 ans des grandes grèves de mineurs en Grande-Bretagne, le NPA 13 et la librairie Païdos ont invité le réalisateur anglais autour du film « Which side are you on ? » (« De quel côté êtes-vous ? »).



Cannes, le 18 mai. Ken Loach et Eric Cantona, après la projection de *Looking for Eric*. (REUTERS)

Q

Quelle était la raison de votre venue à Marseille ?

Parce qu'on me l'a demandé ! [rires] Le succès du NPA m'enthousiasme. Actuellement, la gauche est dans état catastrophique, en partie parce qu'elle manque du leadership dont elle a besoin. Le NPA apparaît comme une réponse à ce besoin. Si je suis venu ici, c'est parce que nous sommes actuellement à un moment important, politiquement. Par centaines de milliers, des gens sont en train d'abandonner l'ancienne manière de faire de la politique, des gens qui en ont assez de cet establishment qui a amené la situation sociale actuelle. Si on ne profite pas de ce moment, on risque de devoir attendre encore 15 ou 20 ans avant de retrouver une nouvelle opportunité politique. Voilà pourquoi je pense que le NPA est un grand espoir.

Vous avez récemment déclaré que le NPA était le type de projet dont la Grande-Bretagne avait besoin – ainsi que l'Europe en général. Quelles sont les conditions qui rendraient sa réalisation possible en Grande-Bretagne ?

Il y a un rejet énorme de la politique et des politiciens traditionnels. Il y a un vide politique à gauche, et surtout au centre-gauche. De plus, le système économique est dans un état dramatique. Tout le monde se rend compte que les choses doivent changer. Il y a donc une opportunité évidente pour la

gauche. Il existe des tentatives d'unification de la gauche radicale, comme Respect¹, qui n'a malheureusement pu éviter les scissions, marqués par le sectarisme. Néanmoins, il reste toujours un noyau solide pour faire vivre nos idées. En Grande-Bretagne, des candidats d'organisations d'extrême gauche se présentent aux élections européennes. Le problème est que la gauche est fragmentée en de trop nombreux petits groupes. Ce dont on a besoin, c'est d'un front uni. Tant que nous resterons divisés en petits partis d'extrême gauche, nous ne pourrons pas être pris au sérieux.

Que pensez-vous alors d'une nouvelle Internationale de partis anticapitalistes ?

C'est une question complexe, qui nécessite d'importants débats. Nous avons besoin de nous rassembler pour y réfléchir tous ensemble et nous avons besoin de construire un programme et de nous organiser. Face à la mondialisation capitaliste, nous devons imposer notre idée de l'internationalisme. Et nous avons besoin de répondre, à l'échelle de l'Europe, par un nouveau parti de gauche. Un parti qui fasse prévaloir les intérêts des gens ordinaires sur les revendications du capital. Notre objectif doit être de définir une nouvelle structure économique et sociale qui permette d'obtenir ce résultat. Et j'espère réellement que le NPA est la base de ce mouvement.

1. Respect, fondée en 2005, est née de la Stop The War Coalition. Loach avait été élu à son premier conseil national. En 2007, Respect s'est scindé en deux : Respect et Respect Renewal (que Ken Loach a rejoint). Aux élections européennes, Respect Renewal soutient les candidats du Green Party.



Paris, le 14 mai. Manifestation nationale contre la loi Bachelot. (JMB)

HÔPITALONDE DE CHOC

Au prix de quelques concessions de forme, Nicolas Sarkozy espérait en finir avec la contestation du projet de loi «Hôpital, patients, santé et territoires», et pouvoir faire adopter rapidement ce texte. Mais cela risque d'être plus compliqué que prévu.

La journée du 14 mai a montré que l'opposition à la loi Bachelot n'était pas un «mouvement d'humeur» passager, mais une «onde de choc», dont les effets sont loin d'être épuisés. Des délais de préparation trop courts, l'opposition de plusieurs organisations syndicales à un appel clair à la grève et à une manifestation nationale n'ont pas permis de franchir une nouvelle étape dans la mobilisation. Mais le mouvement est enraciné; en même temps, une clarification s'opère en son sein. La manifestation parisienne, qui a regroupé entre 10000 et 15000 personnes, montrait le maintien d'un haut niveau de mobilisation. En province, des initiatives syndicales significatives ont souvent eu lieu avec la participation de médecins hospitaliers. Partout, le pourcentage de grévistes, évidemment en baisse par rapport aux grandes journées de janvier, de mars et au 28 avril, reste significatif.

L'exigence du retrait de la loi Bachelot, dans son intégralité, est massivement reprise. Parmi les médecins, si les plus proches du pouvoir s'estiment satisfaits des «concessions» de Nicolas Sarkozy, l'aile la plus progressiste du mouvement élargit sa critique à l'ensemble du projet de loi, et met désormais en cause le pilier de la contre-réforme, les agences régionales de santé (ARS). Cette politisation s'opère au moment où arrivent les budgets des établissements, qui démontrent les mensonges de la ministre sur «l'accroissement» des personnels hospitaliers. Ainsi, à Paris, 705 suppressions de postes auront lieu à l'AP-HP. Dans tous les établissements «en déficit» (70%), les «plans de retour à l'équilibre» vont nécessiter des suppressions d'emplois, le personnel étant désormais la seule «variable d'ajustement». Au niveau national, des milliers d'emplois hospitaliers seront de nouveau sacrifiés, alors que les conditions de travail sont insupportables et que la polyvalence se généralise.

Derrière l'opposition à la loi Bachelot, c'est un mouvement plus profond qui se développe, mettant en cause l'ensemble des contre-réformes libérales. Car l'onde de choc va au-delà de l'hôpital lui-même. Au cours des dernières semaines, la «réforme» de l'hôpital a cessé d'être perçue comme une question «technique», peu compréhensible, et ses enjeux politiques se sont clarifiés. Dans un contexte de crise sociale, l'hôpital est devenu, comme l'école, un «enjeu de société», et cela constitue déjà une défaite pour le pouvoir. Cette onde de choc atteint également les sommets de l'Etat. Nicolas Sarkozy, François Fillon et sa ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, multiplient les déclarations pour assurer que le projet Bachelot ne sera plus modifié et qu'il doit être adopté au plus vite. Ils essayent de mettre fin à la confusion qui règne. Mais il n'est pas sûr qu'ils y parviennent. Après avoir accepté, jeudi 14 mai, de revenir sur certains amende-

ments proposés par sa commission, le Sénat en a rejeté d'autres, le lendemain, et le débat s'est enlisé. Le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, demande une «deuxième lecture» par les députés si le texte est modifié de manière significative au Sénat... Un certain nombre des soutiens de la loi Bachelot, comme la Fédération hospitalière de France (représentant les directions des hôpitaux publics) et son président socialiste, Claude Evin, et les associations d'usagers qui se sont fourvoyées dans cette galère, sentent le vent tourner et prennent leur distance. La bataille contre la loi Bachelot continue donc, avec les mêmes difficultés que les autres mobilisations en cours (université, entreprises qui licencient...) en raison de l'absence d'une riposte forte et coordonnée face à un pouvoir déterminé à imposer sa politique par tous les moyens.

Jean-Claude Delavigne

EDF-GDF-SUEZ

SUITE DE LA PAGE 1

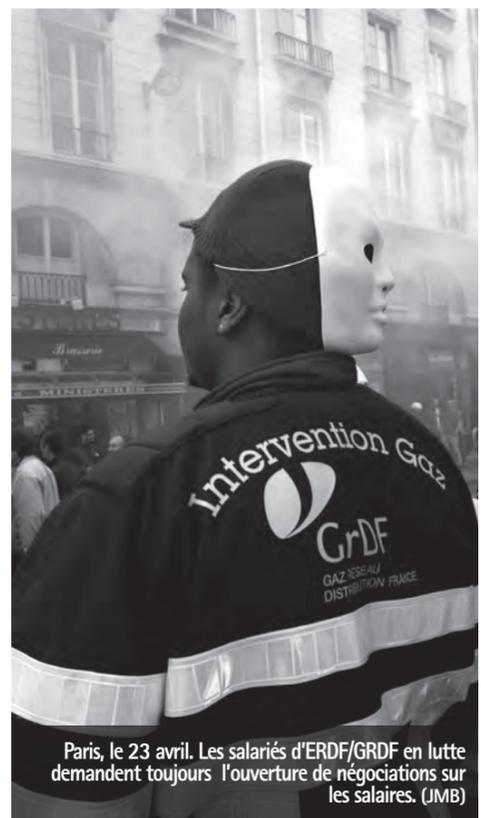
La belle affaire! Voilà toute la violence réinterprétée par la presse aux ordres.

Il faut le dire et le redire: les patrons de la branche énergie sont des casseurs et ils le savent. Ce sont eux les pilliers du service public. Ils jouent au Monopoly international en se lançant dans des opérations catastrophiques. Ce sont des casseurs d'emplois: avec la libéralisation du secteur ils en ont supprimé par milliers. Ils cassent les missions de service public. Ils font semblant d'être scandalisés par les coupures pour fait de grève mais ils ne disent rien sur le temps des coupures qui explose. En Vendée, par exemple, les coupures de courant de plus de six heures sont passées de 200 à 27000 entre 2004 et 2007; en Ile-de-France, les temps d'intervention sont, eux, passés de 45 minutes à 1 h 50.

De plus, ces voyous n'hésitent pas à fliquer Greenpeace et le réseau Sortir du nucléaire par des officines privées (c'est leur conception du débat démocratique). Pour finir, ils se sucent par des augmentations de salaires indécentes, tout en expliquant qu'ils ne peuvent accorder plus de 0,3% d'augmentation aux salariés de leurs entreprises. C'est le passage d'une entreprise publique à une entreprise néolibérale qui est en échec et qui est profondément rejeté par l'ensemble des salariés. Ces gens-là n'ont donc aucune leçon à donner, la lutte des salariés d'ERDF/GRDF est parfaitement légitime.

Les militants syndicaux, les salariés en lutte tiennent malgré toutes les pressions. Après les dizaines de convocations avec menaces de sanctions, ils ont été convoqués en référé afin de faire lever les piquets de grève devant les centrales nucléaires. Mais rien n'y fait, et plus personne n'imagine arrêter ce mouvement sans avoir obtenu de substantielles avancées sur les revendications.

Yann Cochin



Paris, le 23 avril. Les salariés d'ERDF/GRDF en lutte demandent toujours l'ouverture de négociations sur les salaires. (JMB)

et aussi

LES UNIVERSITÉS NE DÉCOLÈRENT PAS. Malgré trois mois et demi de mouvement et un gouvernement qui bloque toute avancée, le 14 mai, plusieurs milliers de personnes ont défilé à Paris. Le mouvement est aujourd'hui attaqué frontalement par les médias sur les examens. Il est bien temps de se rendre compte du problème: depuis le mois de février, les universités ne fonctionnent pas normalement. Alors, forcément, les examens ne peuvent pas se passer comme d'habitude. Ce serait effacer la grève, nier notre colère face à l'entêtement du gouvernement. Ce serait dire que, dans l'enseignement, l'évaluation est plus importante que la transmission du savoir. Les équipes enseignantes mobilisées refusent cette logique et adaptent plutôt les conditions d'obtention des diplômes à la réalité du semestre. L'été approchant, cette question sera bientôt dépassée. Mais pas notre combat: l'université est plus politique, plus solidaire, plus militante. Il faudra désormais compter à la fois avec les personnels et les étudiants.

RADIO FRANCE, LA VOIX DE SON MAÎTRE. Le nouveau directeur de Radio France, Jean-Luc Hees, adoubé par Nicolas Sarkozy, n'a pas tardé à mettre en pratique sa conception de la liberté d'expression. Il s'est permis de débarquer dans un studio de France Inter et d'interrompre une interview d'Edwy Plenel qui... critiquait le nouveau mode de nomination des présidents de l'audiovisuel public par le président de la République. Le Syndicat national des journalistes a réagi vivement: « Cette prise directe d'antenne est de même nature que la nomination directe. Cette nouveauté crée un précédent et un climat d'inquiétude qui poussera à l'autocensure. » Et ce n'est pas l'arrivée de Philippe Val, censeur de la rédaction de *Charlie Hebdo*, qui va arranger les choses. Radio France est d'ores et déjà la jumelle de l'ORTF de De Gaulle, toute acquise au service du Général. Avant Mai 68...

WAGONS-BARS EN GRÈVE. À l'appel de SUD-Rail, de la CFDT, de la CGT et de FO, le personnel de Cremona, qui assure la restauration à bord de certaines lignes de TGV, poursuit sa grève commencée le 11 mai pour des augmentations de salaire.

CATERPILLAR: LE COMPTE N'Y EST PAS! Les syndicats FO, CFDT et CFTC ont validé un accord sur l'aménagement du temps de travail qui devrait, paraît-il, sauver 133 emplois sur les 733 licenciements prévus dans les usines de Grenoble et d'Echirolles. Pourtant, cet accord avait été rejeté par un vote à bulletin secret par une majorité de salariés au début du mois de mai. La CGT a refusé de signer cet accord qu'elle estime être, à juste titre, « un marché de dupes ».

L'USINE CONTINENTAL FERME. Les salariés de Continental de l'usine de Clairoux en savent quelque chose en matière de « marché de dupes », eux qui avaient accepté de renoncer aux 35 heures avec la promesse de la direction de maintenir les emplois. La direction de Continental a confirmé la fermeture de l'usine de Clairoux (Oise) tout en renonçant, provisoirement, jusqu'en 2010, à fermer son site de Stöcken (Allemagne), histoire de diviser les travailleurs des deux sites.



CHÔMAGE ET PRECARITE ÉTATS GÉNÉRAUX

Les 16 et 17 mai, à Bobigny (Seine-Saint-Denis), les états généraux du chômage et de la précarité ont réuni environ 150 participants et une trentaine d'organisations.

DES DÉLÉGATIONS d'entreprises en lutte étaient présentes (CGT-Tyco, CGT et CFDT-Caterpillar) aux états généraux du chômage et de la précarité. Cette participation des salariés, bien que modeste, a permis de créer des liens durables, primordiaux pour la convergence des mobilisations.

A l'issue de ce rendez-vous, une déclaration a été adoptée, appelant « tous ceux qui ne se résignent pas, les salariés se battant pour leur emploi, les chômeurs, pour obtenir un revenu suffisant et un emploi, toutes les organisations du monde du travail, à s'unir ». Elle réclame une loi contre les licenciements. Un ensemble de revendications a été défini et un cadre de mobilisation a été fixé pour les mois à venir, avec notamment « l'organisation de marches régionales contre le chômage, les licenciements et les précarités, aboutissant dans les grandes villes de France, le 5 décembre prochain ». Ces marches ont vocation à rassembler les chômeurs et les précaires, les salariés menacés de licenciements, ainsi que les mouvements de mal-logés. A l'heure actuelle, la CGT n'est pas partie prenante des marches, mais la participation de Maryse Dumas aux états généraux a permis d'ouvrir un espace de discussion. La préparation du congrès confédéral CGT, qui a lieu la semaine suivante (du 7 au 13 décembre), sera une bonne occasion de faire écho aux revendications des chômeurs, en défendant la jonction salariés en lutte/chômeurs. Soulignons la présence aux EGCP de militants de la CGT-Chômeurs, bien que la structure nationale soit absente. S'agissant de la plus importante structure organisant les privés d'emplois en France, il est plus que souhaitable qu'elle se joigne à cette initiative. AC!, Apeis, Solidaires, la CNT soutiennent cette initiative, dans l'attente d'être rejoints par d'autres organisations.

Les EGCP invitent « les chômeurs, précaires, salariés, du jeune au retraité, à rédiger ensemble des cahiers de doléances regroupant nos exigences pour la période actuelle », dans le cadre d'assemblées unitaires rassemblant les organisations impliquées dans la préparation des marches, et les chômeurs et précaires, dans un cadre dynamique. Par ailleurs, chaque fin de mois, les EGCP appellent à multiplier les actions coups-de-poing.

Ces EGCP ont donc permis d'impulser une série de perspectives qui peuvent avoir un réel écho si elles se concrétisent. Le mouvement des chômeurs et précaires, en perte de vitesse ces dernières années, a peut-être enfin l'opportunité de repartir du bon pied, sur des bases unitaires. Le NPA a un rôle moteur à jouer dans la poursuite de la convergence entre les luttes des salariés menacés de licenciement et celles des chômeurs. Sa commission « Précarité » a été très efficace (tenue d'une table de presse, distribution d'un quatre-pages, présence dans l'ensemble des ateliers et dans l'organisation). 21 camarades du NPA venus de la région parisienne, de Toulon, Angoulême, Lille et Bordeaux ont participé aux débats.

La commission « Précarité » du NPA



Le Havre, le 9 avril. Journée locale d'action interprofessionnelle. (DR)

26 MAI DÉCENTRALISATION OU ÉMIETTEMENT ?

Comment se prépare la journée du 26 mai décidée par l'intersyndicale nationale ? L'inquiétude domine.



L'intersyndicale nationale (CFDT, CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, Unsa) appelle « à faire du 26 mai une journée de mobilisations décentralisées », « en fonction des réalités locales ». Mais la question est de savoir si on va passer de la « décentralisation » à l'émiettement du processus engagé depuis janvier, porteur de mobilisations interprofessionnelles et de luttes prolongées en attente de convergences (énergie, santé, chercheurs, licenciements...). L'inquiétude est réelle. L'appel à la grève nationale des cheminots (CGT, SUD, CFDT, Unsa) peut-il apporter une visibilité nationale ? Ou encore les appels CGT et Snui (Solidaires) à la grève au ministère des Finances, ainsi que les préavis à La Poste, et dans la fonction publique territoriale ? Les plus combattifs se battent à juste titre pour la grève. Mais le cadre national, résultat

d'un compromis laborieux, tire maintenant en arrière. La CGT, dans une note aux syndicats, ne cache pas les « difficultés », mais n'y répond que par une pétition contre le travail du dimanche, ou des « piques-niques ». Les manifestations annoncées sont rares. A Paris, il est prévu « une conférence de presse » devant le siège du Medef (NVO du 15 mai), mais à Marseille, il y a un appel à manifester « sur le vieux port ». Dans ces conditions, les provocations du pouvoir et du patronat continuent : pourquoi s'en priveraient-ils ? Ainsi, dès l'annonce du 26 mai, Matignon surenchérit sur la destruction d'emplois dans la fonction publique : 34000 postes en moins en 2010, après les 30 500 de 2009. Mais seules la CGT, FSU et Solidaires étaient pour la grève dans l'intersyndicale fonction publique. De même, le rapport Cotis sur le partage de la valeur ajoutée (TEAN du 14 mai), très discuté sur la

part des salaires, montre quand même l'insolente montée des super-salaires, qui justifierait des revendications claires. Et partout les licenciements pleuvent, les entreprises ferment, les petites comme les grandes ; qui font davantage l'actualité (Caterpillar, Continental). Les organisations syndicales ont pris conscience de leur retard revendicatif et décidé de préciser leur texte inconsistant de janvier, mais cela n'aboutira que fin mai, au mieux. Dans ces conditions, quelques départements se distinguent en préparant des appels à la grève unitairement, comme la Seine-Maritime, le Calvados, le Morbihan ou la Haute-Loire (« Tous en grève et dans la rue »). Dans celui-ci, FO s'est pourtant dissociée, alors que nationalement la confédération reproche aux autres de refuser une grève de 24 heures ! Jo Chapuis (union départementale de la CGT-Haute-Loire) ne cache pas que la jour-

née ne reproduira pas les mêmes scores de manifestants que le 19 mars. Le tract d'appel met en exergue la liste des entreprises qui licencient « dans tous les secteurs : métaux, papier carton, agro-alimentaire (avec une fromagerie toute neuve qui ferme) ». Les salariés « ont le dos au mur ». Selon lui, deux revendications « claires » mériteraient d'être mises en avant dans l'intersyndicale nationale qui planche sur une plateforme plus précise : « zéro licenciement » et les « 200 euros ». Solidaires met nationalement en avant quatre thèmes, dont « l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des profits et la mise en place d'un statut du salarié », et les 300 euros. Il faut espérer que quelques-unes de ces pistes émergeront dans le front unitaire.

Dominique Mezzi



Paris, le 17 mars 2006. Stagiaires en lutte, lors d'une manifestation contre le CPE. (JMB)

et aussi

ANTIRÉPRESSION. Lors du sommet de l'Otan, à Strasbourg, les 3 et 4 avril, la liberté d'expression et de manifestation a été bafoyée ; les provocations policières ont été nombreuses... avec le résultat que l'on connaît ! L'arrestation de quelques personnes a débouché sur des condamnations expéditives et déliantes. Face à cette répression politique, un collectif regroupant 25 organisations s'est monté, en solidarité avec les inculpés, à travers notamment des rassemblements devant le tribunal de Strasbourg. Ce collectif exige l'arrêt des poursuites et la libération immédiate des participants au contre sommet. Depuis, trois manifestants anti-Otan français ont été libérés pour vice de forme, après avoir été détenus pendant un mois. Ils devraient être rejugés « d'ici deux à trois mois ». Un manifestant originaire de Berlin, a, lui, été condamné à six mois de prison ferme assorti d'une interdiction de séjour en France de deux ans.

VISTEON. La grève est finie pour les 385 salariés de Visteon, à Rougegoutte (Territoire-de-Belfort). Ces employés, sous-traitants de Peugeot, réclamaient 250 euros pour tous (même si cette revendication initiale avait été abaissée à 100 euros net). Conséquence de leur grève : l'arrêt de la production des usines de Peugeot-Sochaux et de Mulhouse. De quoi mettre le patronat sur les nerfs... Une décision de « justice » a ordonné la réouverture du site et la CGT a pris une part active à la reprise du travail. Mais les camarades de Visteon ont le moral : les intérimaires ont fait une collecte pour soutenir la grève, et les derniers camarades et leurs délégués syndicaux ont été applaudis par leurs collègues de travail.

et aussi

QUAND L'HUMA DÉRAPE. L'obsession d'Olivier Besancenot serait de diviser les salariés mécontents! Du moins... si l'on en croit l'*Humanité* du 14 mai. La preuve? Devant les salariés de Faurecia-Auchel, il aurait proposé «une initiative commune avec les seuls salariés concernés par les licenciements». A vrai dire, toujours selon l'*Huma*, c'est un récidiviste: «La veille, il avait appelé à une manifestation nationale des seuls employés d'entreprises sous-traitantes de l'automobile.» Et de conclure finement: «Visiblement, le "tous ensemble" n'est pas sa tasse de thé.»

Evidemment, ces pauvres mensonges ont peu de chances de convaincre les salariés des entreprises en lutte qui connaissent les efforts d'Olivier Besancenot et du NPA pour populariser leurs conflits et construire un mouvement d'ensemble. Ils nous rappellent que les mauvaises habitudes – dont la calomnie – héritées du passé stalinien du PCF ont la vie dure. La concurrence électorale n'excuse pas tout. Il importe de ne pas se tromper d'adversaire.



**DOSSIER VIDÉO "AGRICULTURE:
LE PROGRAMME DU NPA" À VOIR SUR
WWW.NPA-EUROPEENNES2009.ORG**

**EXTRÊME DROITE
EMBUSCADE EN
ORDRE DISPERSÉ**

Si elle reste dispersée aux élections européennes, l'extrême droite ne se réduit pas à quantité négligeable et dépasse la barre des 5% dans les sondages d'opinion.

SI L'ON en croit Carl Lang, ancien numéro trois du Front national, «les européennes du 7 juin marqueront le chant du cygne d'un FN en fin de cycle historique». Député européen FN sortant, Carl Lang, considérant le parti comme trop «marinisé» (en référence à Marine Le Pen), a quitté le FN à la fin 2008. Avec de nombreux élus régionaux et de vieux cadres lepénistes, il a créé le Parti de la France (PDF).

Jean-Claude Martinez, autre élu FN au Parlement européen en 2004, a créé, de son côté, la Maison de la vie et des libertés. Les deux ex-dirigeants frontistes ont décidé d'unir leur force à d'autres groupuscules (MNR, NDP) pour présenter des listes concurrentes à celles du FN dans trois circonscriptions (Nord-Ouest, Sud-Ouest et Centre).

En février 2009, nouveau rebondissement: Alain Soral claque bruyamment la porte du FN. Il dénonce la «bande à Marine» – cet agglomérat de multitransfuges, de marchands du temple et de cage aux folles – qui a tout fait pour me barrer la route et il souligne les désaccords l'opposant au «libéral atlanto-sioniste» Jean-Michel Dubois, tête de liste du FN en Île-de-France. Soral veut démontrer sa capacité de nuisance et rejoint Dieudonné dans de «nouvelles convergences» d'extrême droite.

Malgré ces dissidences, le Front national prétend reconquérir son électorat perdu en 2007. Présent dans les huit circonscriptions européennes (après de nombreuses péripéties internes), il renoue avec ses thématiques de prédilection: opposition à l'euromondialisme, rejet de l'«immigration-invasion». Il aimerait récupérer les déçus du sarkozysme et cherche à dévoyer la colère des victimes de la crise.

Mais les dirigeants frontistes savent que l'espace électoral à la droite de l'UMP n'est pas infini et que Libertas, l'alliance libérale-conservatrice MPF-CPNT, risque de leur prendre des voix, tout comme les petites listes de droite «indépendantes», souverainistes ou ultralibérales.

En 2004, le FN, avec 9,8% des voix, avait obtenu sept élus au Parlement européen. En 2009, les sondages les plus récents lui attribuent tout au plus 8%. Peut-on parler de «chant du cygne»?

Gabriel Gérard



Nîmes, le 5 mai. Lancement de la campagne de l'UMP pour les européennes. (REUTERS/JEAN-PAUL PELLISSIER)

CAMPAGNE DE L'UMP UN ÉCRAN DE FUMÉE

Derrière un tissu de mensonges et de déclarations hypocrites, l'UMP et Sarkozy cherchent à reprendre la main contre le monde du travail et ses mobilisations.

L «La Turquie n'est pas en Europe, c'est une réalité géographique. Elle n'a pas vocation à entrer dans l'Union européenne», clament, pour flatter les sentiments xénophobes, les affiches de campagne de l'UMP. «L'Europe de la défense et l'Otan doivent avancer ensemble...», peut-on y lire aussi.

Dans son discours du 5 mai à Nîmes, par lequel il a ouvert la campagne de l'UMP, Sarkozy a vanté «l'Europe des pères fondateurs [...], cette Europe qui avait décidé de ne plus assassiner sa jeunesse dans la boue répugnante des tranchées», comme si c'étaient les peuples, et non leurs classes dirigeantes, qui avaient été responsables des deux guerres mondiales, il se revendique de cette prétendue volonté de paix qui aurait été à l'origine de la construction européenne, mais c'est pour mieux vanter et

tenter de faire accepter l'Europe qui mène, derrière l'impérialisme américain, une sale guerre en Afghanistan.

Même cynisme, mêmes mensonges, pour tenter de faire avaliser une politique qui consiste à faire payer la crise aux travailleurs et à la population. «Après le G20, il faut tout faire pour que la crise ne fragilise pas ceux qui travaillent dur pour faire vivre leur famille et ne fasse pas souffrir davantage les plus démunis», prétendent hypocritement les affiches de l'UMP au moment même où le gouvernement fait donner sa police contre les salariés qui refusent les licenciements, ou orchestre la suppression de 35000 postes dans la fonction publique.

Sarkozy condamne le «spéculateur», il parle de «régulation financière» et de lutte contre les paradis fiscaux. Mais cette «crise» qui, à l'entendre, tomberait du ciel, c'est bien sa poli-

tique, celle des classes dirigeantes qui en est responsable, en favorisant l'enrichissement sans limite de la minorité privilégiée dont il défend les intérêts. Et quand Sarkozy prétend vouloir, à la faveur de cette crise, «changer l'Europe», c'est pour aller plus loin encore dans cette politique, pour amener l'offensive contre le monde du travail et ses droits, imposer les «réformes» libérales. «Je le dis aux Français, a-t-il affirmé à Nîmes, après la crise, on remboursera les déficits parce que l'on aura investi davantage, parce que l'on aura fait les réformes qui rendront la France plus compétitive.» Et encore: «On ne peut pas vouloir faire l'Europe, faire circuler librement les capitaux, les hommes, les marchandises et en même temps augmenter les impôts. On ne peut pas vouloir faire l'Europe et refuser le bouclier fiscal que l'Allemagne a inscrit dans sa Constitution.»

Oui, c'est bien l'Europe des riches, de la finance, du système qui a conduit à la crise, que défendent Sarkozy et l'UMP. Les travailleurs ne sont pas dupes. Avec 27%, voire 33% des intentions de vote aux européennes, l'UMP est au plus haut dans les sondages, et c'est la première fois depuis bien longtemps qu'une majorité gouvernementale serait en passe de remporter des élections intermédiaires. Mais si le gouvernement se trouve aujourd'hui conforté par une situation où le mouvement social a été laissé dans l'impasse par les directions syndicales, le mécontentement et la révolte sont toujours là. Alors, face à l'UMP, le seul vote utile sera non pas celui pour un PS laissant les mains libres à Sarkozy, mais un vote qui permette d'exprimer cette colère et cette révolte, le vote pour les listes du NPA.

Galia Trépère



Cherbourg, le 9 mai. Manifestation pour bloquer des militants du FN. (FRANCK HOULGATTE)



POUR UNE ÉCOLO



L'UNION EUROPÉENNE

pionnière en matière de défense de l'environnement? C'est une idée qui court, pourtant sans fondement. En tant qu'espace économique et industriel, l'UE a une responsabilité majeure dans la dégradation des équilibres environnementaux. Par ses politiques antisociales et sa défense de la concurrence non faussée, elle ne fait qu'ajouter les inégalités sociales aux inégalités environnementales. Les tentatives de faire émerger un « capitalisme vert » ne modifieront pas les dizaines d'années de productivisme intensif. La crise écologique et la crise économique avancent de concert et se renforcent mutuellement: l'UE s'avère incapable d'y répondre autrement qu'en favorisant tou-

jours plus les avantages de la minorité qui dirige l'économie. Avec la libéralisation de la plupart des marchés, de l'énergie ou des transports par exemple, le jeu de la concurrence accélère les mesures destructrices et empêche la reprise en main des grands choix économiques et productifs par les populations. C'est bien pourtant là que se niche le problème: face à une commission européenne qui travaille main dans la main avec les lobbys industriels, il faut opposer des choix démocratiques des peuples et des salariés, afin de définir ce qui doit être produit, comment cela doit l'être, quels sont les moyens de transports à utiliser... Bref, une inversion totale de logique: la satisfaction écologique des besoins sociaux contre la logique du profit.

URGENCE CLIMATIQUE, JUSTICE SOCIALE

Le paquet « climat-énergie » adopté par l'Union européenne en décembre 2008 fixe à 20% en 2020 ses objectifs de réduction de gaz à effet de serre (GES) par rapport à 1990. Or, cela est inférieur aux recommandations des climatologues, qui préconisent une réduction située entre 25 et 40%. Les dernières recherches incitent d'ailleurs à viser le haut de cette fourchette. De plus, ce paquet « climat-énergie » cherche à approfondir les mécanismes marchands de réduction des GES qui ont déjà montré leur impuissance. Si on les laisse faire, ce sont des millions de victimes à prévoir! La révolution énergétique devient une urgence cruciale, fondée sur des objectifs de baisse drastique des consommations énergétiques, la sobriété énergétique et le développement massif des énergies propres dans le cadre de services publics européens. En taxant les profits des industriels de l'énergie, il est possible de lancer un vaste plan de rénovation de l'habitat par l'isolation et la diversification des sources énergétiques, sans nucléaire ni pétrole, et d'imposer la réalisation bioclimatique systématique pour toute construction neuve, tout en créant des milliers d'emplois.

TRANSPORTS DE MARCHANDISES: SORTIR DU « TOUT ROUTIER »

Les transports sont au cœur de l'organisation de l'économie capitaliste, particulièrement en Europe, où la dégradation des services publics et la logique entrepreneuriale des entreprises d'Etat ont laissé la part belle aux transports par la route, au détriment du rail et des voies d'eau. Dans la période récente, et dans un contexte de hausse des transports de marchandises (et de passagers), le transport routier a augmenté de 35%, contre 6% pour le fret ferroviaire. La route assure 44% du transport de marchandises et environ 80% de la consommation d'énergie du secteur des transports. Ce choix prioritaire pour la route se justifie pour les capitalistes par le refus des stocks, le « juste à temps » qui engendre une pression croissante sur les salariés. Une autre Europe devrait au contraire se fixer comme objectifs une réduction drastique des flux de marchandises et le développement massif de modes de transport alternatifs à la route. Cela nécessite immédiatement l'arrêt de la construction de nouvelles autoroutes, l'interdiction des transports de camions sur les longues distances, mais aussi la mise en place d'un service public européen du rail, et une relocalisation importante des productions afin de réduire les allers-retours de marchandises.

NON À L'EUROPE DE LA BAGNOLE

L'industrie automobile, et surtout ses salariés, font partie des victimes de la crise économique actuelle. La baisse des ventes de voitures sur tous les continents illustre la fin d'un cycle, qui avait fait du secteur automobile un moteur économique pour une bonne partie des pays industrialisés. Face à cette situation, ni fuite en avant ni miracle technologique ne sont envisageables. La voiture propre n'est pas pour demain et les changements climatiques nous obligent à trouver une alternative au « tout automobile », car il s'agit bien de la crise d'un modèle de société. Il faut donc à la fois défendre des revendications immédiates, comme l'interdiction de mise sur le marché des voitures les plus polluantes, la diminution de la vitesse maximale, la gratuité et le développement des transports en commun, et à la fois ouvrir des perspectives à moyen terme. La reconversion des industries automobiles doit garantir l'emploi, les contrats, les salaires et la formation des salariés. Leur savoir-faire doit être préservé et ils doivent être associés aux choix de reconversion, afin d'assurer la production de véhicules moins polluants et d'autres biens utiles socialement et écologiquement (moyens de transports en commun, rotors d'éoliennes...).



NPA-EUROPEENNES2009.ORG

EUROPE GISTE

Planète en état d'extrême urgence : des mesures radicales doivent être prises immédiatement.

SAUVER LA BIODIVERSITÉ

Parmi les fiertés européennes en matière d'écologie, Natura 2000 est souvent cité. Il s'agit là d'un programme européen visant la création d'un réseau communautaire d'espaces protégés dans lesquels la biodiversité doit être respectée. Des experts listent les habitats naturels et les espèces pouvant bénéficier de Natura 2000. Cette politique repose sur l'idée que certaines espèces seraient à protéger (mais pas d'autres?) sans considérer la biodiversité dans sa globalité et sans réellement mesurer l'impact que les activités humaines, et donc économiques, ont sur elle. Comme dans d'autres domaines, l'opacité, le pouvoir des experts et l'absence d'harmonisation vers le haut règnent quant à la définition des espèces et des milieux à protéger. Il faut, au contraire, défendre un alignement de la politique communautaire sur les législations nationales les plus protectrices, l'application sur tout le territoire européen de la directive de protection des espèces et des habitats ou encore un service public capable d'évaluer et de protéger la biodiversité, indépendamment des pouvoirs économiques ou d'autres lobbies (chasseurs...).

AGRICULTURE VERTE OU CAPITALISME AGRICOLE?

L'agriculture du xx^e siècle est traversée par un projet productiviste: celui de la révolution verte. Essor du machinisme, de l'agrochimie, modernisation des exploitations, engrais... autant de techniques censées résoudre la faim dans le monde. On voit ce qu'il en est aujourd'hui! La Politique agricole commune (PAC) a été l'un des tremplins majeurs de cette orientation, qui contribue à une baisse des prix des céréales, de la viande et du lait, afin de conquérir les marchés des pays pauvres et assurer la place des gros producteurs du Nord dans la concurrence globalisée. Mais cela se fait au détriment des autres paysans, qui subissent un véritable plan social (200000 ont disparu en 15 ans), ou sont maintenus dans la précarité, la moitié des paysans vivant en dessous du Smic. Le bilan de la PAC, c'est bien celui-ci: l'extinction progressive des petits paysans, les famines et la malnutrition au Sud; la disparition de terres arables sous le coup de la stérilisation des sols, des changements climatiques, et d'un déséquilibre de plus en plus profond entre urbain et rural; une pollution aux conséquences sur toutes les espèces, y compris l'espèce humaine; une concentration des terres et des richesses produites; des catastrophes sanitaires et alimentaires...

HALTE AUX OGM!

Parmi les innovations technologiques de l'agrobusiness, les OGM sont de celles qui poussent très loin les processus de marchandisation du vivant et de dépossession des savoirs paysans. Au nom d'une amélioration hypothétique des rendements, les firmes telles que Monsanto cherchent à enchaîner les agriculteurs depuis l'achat des graines jusqu'aux techniques de culture. Aujourd'hui, 36% du soja et 13% du maïs à l'échelle mondiale sont issus de cultures OGM. Dans l'UE, cinq espèces OGM de maïs et deux de colza sont autorisées à l'importation, mais c'est sans compter les phénomènes d'importation illégale, notamment du riz ou d'autres types de maïs. Quant à la production, quatre OGM sont autorisés (maïs MON810, de Monsanto, maïs T25 de Bayer et deux œillets de Florigène), mais une vingtaine d'autres sont en attente d'autorisation. On a pu voir comment, dans le cas du MON810, il n'était pas question pour l'Union européenne de laisser un Etat freiner la pénétration des OGM dans l'agriculture. Pourtant, des études récentes montrent que les rendements des OGM ne sont pas vraiment supérieurs aux cultures traditionnelles. Il est urgent d'interdire la production et l'importation d'OGM sur l'ensemble du continent.

PÊCHE: DANGER

Comme pour l'agriculture, les politiques européennes en matière de pêche donnent la priorité à la pêche industrielle et concentrent les concessions de criée. A terme, cela implique non seulement une disparition des petits ports et d'une pêche artisanale, mais aussi l'impossibilité de mettre en œuvre une politique de quotas et de préservation des ressources marines. La concurrence à laquelle sont confrontés les pêcheurs les conduit à une forme de productivisme qui ravage et gaspille: 10% des captures mondiales sont rejetées avant d'avoir été pêchées, soit plus de 1 million de tonnes en 2005! Si l'on souhaite mettre en œuvre un système qui ne menace ni les emplois ni les ressources, il faut inventer d'autres types de financement et de rémunération, afin d'empêcher les gros navires racleurs de fond de détruire la biodiversité marine, et de garantir un revenu décent aux pêcheurs. Par ailleurs, une gestion publique des ressources doit se mettre en place, incluant les pêcheurs, afin notamment de respecter les cycles de vie et de reproduction des poissons.

POUR UNE EAU GRATUITE ET DE QUALITÉ

Les directives de l'UE sur l'eau sont essentiellement consacrées à sa qualité, dans un continent où la gestion publique demeure majoritaire, la France faisant exception en la matière. Si les objectifs de la directive cadre européenne sur l'eau (DCE) sont ambitieux, sa réalisation l'est beaucoup moins: dérogations et prévisions de ne pas tenir les objectifs sont fréquentes, en particulier à cause de la pollution des eaux par l'agriculture productiviste. En la matière, la France est particulièrement «exemplaire»: troisième utilisateur mondial de pesticides, elle préfère payer des pénalités ou négocier des délais avec la Commission européenne plutôt que de respecter les normes, concernant la Bretagne notamment. Au-delà de cette dimension, nous devons défendre le droit inconditionnel des Européens et dans le monde entier à une eau gratuite, avec des quotas alloués à chacun, dans le cadre de régies publiques cogérées par les salariés et les usagers. Cela implique de lutter contre les tentatives des multinationales françaises de l'eau de faire figurer celle-ci dans la liste des services à privatiser dans l'UE.



SRI LANKA

SUITE DE LA PAGE 7

C'est peut-être la fin d'une offensive extrêmement meurtrière, qui dure depuis plusieurs mois et durant laquelle le gouvernement, dans sa guerre «contre le terrorisme», n'a pas fait grand cas des civils piégés entre les tirs croisés de l'armée et des LTTE. L'armée n'a pas hésité à bombarder les hôpitaux, les écoles et même la zone de sûreté qu'elle a elle-même délimitée. Plusieurs milliers de civils sont morts depuis le début de l'année et on compte au moins 17000 blessés.

Malgré les violations répétées des conventions internationales et la multiplication des crimes de guerre, le régime Rajapaksa ne s'est jamais senti menacé par la communauté internationale. Car l'hypocrisie n'a pas de limites. Dans un communiqué, le Conseil de sécurité de l'ONU condamnait fermement les LTTE pour leurs actes de terrorisme et leur demandait de se rendre alors qu'il n'exprimait que «des inquiétudes» concernant l'utilisation d'artillerie lourde par l'armée sri lankaise dans une zone où se concentrent les civils tamouls. Le porte-parole du département d'Etat, Ian Kelly s'est dit «profondément inquiet, le nombre des victimes civiles a atteint un niveau inacceptable». On aimerait connaître le nombre de victimes civiles acceptable par la communauté internationale!

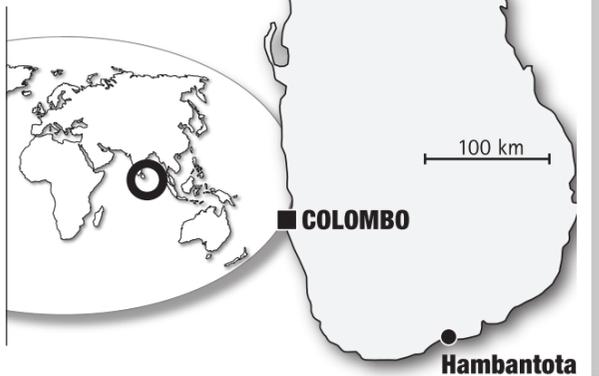
Au Conseil de sécurité de l'ONU, la Russie et la Chine ont bloqué toute action possible. Pour la Russie, la guerre sri lankaise est une affaire interne, que le gouvernement doit résoudre comme bon lui semble. On n'est pas étonné du manque de compassion de la part d'un pays qui n'a pas hésité à tuer 300 civils à Beslan (Ossétie du Nord) dans sa «guerre contre les terroristes tchétchènes».

La Chine, quant à elle, défend le principe partagé par les pays asiatiques de «non-ingérence» dans les «affaires internes» des pays voisins. Ce faisant, Pékin renforce ses intérêts économiques et politiques dans la région. Grande consommatrice d'énergie, la Chine cherche depuis plusieurs années à développer des infrastructures portuaires et routières dans les pays voisins comme le Pakistan, le Bangladesh et la Birmanie, afin d'acheminer en toute sécurité le pétrole en provenance du Moyen-Orient. Ainsi, depuis 2007, la Chine s'emploie à la construction d'un port en eau profonde dans le sud du Sri Lanka, à Hambantota.

Cet engagement de la Chine dans le sud de l'Asie contrarie son rival dans la région, l'Inde. Le Sri Lanka fait partie de la «zone d'influence» de l'Inde, qui entend bien préserver ses intérêts géostratégiques et économiques. Par exemple, après l'offensive gouvernementale de Muttur contre les LTTE, en 2006, l'armée sri lankaise a détruit les maisons de la région de Sampur et évacué ses habitants (en majorité tamouls) pour faire place à la construction par les Indiens d'une centrale thermique. New Delhi ne tient pas à contrarier Colombo et se satisferait bien d'un pays pacifié quel que soit le prix à payer en termes de vies humaines.

Ces prises de positions de la communauté internationale font bien peu de cas d'un «dégât collatéral» supplémentaire. La guerre contre la rébellion tamoule dans le nord de l'île s'est faite en mettant en place un régime autocratique et dictatorial qui a lancé ses escadrons de la mort contre les voix dissidentes et réprimé les journalistes indépendants (intimidations, enlèvements, détentions arbitraires, assassinats). Aucune stabilité politique ne verra le jour dans le pays tant que les droits inaliénables des minorités ne sont pas reconnus et que les libertés démocratiques de toutes et tous, indépendamment de leur appartenance ethnique, sont supprimées.

Danielle Sabai



Depuis sa création en 1947, le Pakistan est un pays sur pied de guerre, traversé de conflits internes, notamment avec les mouvements nationalistes baloutches, et de vives tensions frontalières. Pendant longtemps, la frontière «chaude» s'est située à l'Est – face à l'Inde – et singulièrement au Nord-Est sur l'abcès de fixation que constitue le Cachemire, territoire à majorité musulmane dont New Delhi a réussi à garder le contrôle. La zone «chaude» se trouve aujourd'hui au nord-ouest – côté Afghanistan – et cela change bien des choses. Le conflit avec l'Inde a toujours permis à l'Etat pakistanais (en particulier à l'armée pakistanaise) de fonder sa légitimité. L'Inde est en effet l'«ennemi héréditaire», le Pakistan étant né de la division de l'Empire britannique sur une base re-

ligieuse – musulmans contre hindous – à coups de meurtriers déplacements de populations. La «partition» de 1947 a créé un fossé de sang soigneusement entretenu depuis. En revanche, le conflit à la frontière afghane oppose aujourd'hui les alliés d'hier: Washington et Islamabad (capitale du Pakistan) ont favorisé le développement de mouvements islamistes pour combattre, durant les années 1980, les Soviétiques et le régime laïque de Kaboul (capitale de l'Afghanistan). Après les attentats du 11 Septembre, le gouvernement US pouvait aisément faire des ennemis de ses amis. Il n'en allait pas de même pour les dirigeants pakistanaïes.

Face à la puissance démographique et à l'immensité géographique de l'Inde, seul l'Afghanistan peut, en cas de guerre, offrir au Pakistan une profondeur stratégique. Il faut pour cela à Kaboul un régime fa-

vorable à Islamabad: les talibans, le fondamentalisme sunnite offrant le ciment idéologique de cette alliance. Des tribus pach-tounes occupent le terrain de part et d'autre d'une frontière internationale fort théorique. La question afghane devient ainsi une question intérieure au Pakistan. L'intervention militaire de l'Otan en Afghanistan a ouvert une crise au Pakistan. Cette crise se noue aujourd'hui dans la vallée de Swat, un fief taliban. Mais elle a bien d'autres dimensions. Pour conforter leur pouvoir, les classes et élites dominantes, l'armée et les partis clientélistes ont, chacun à leur tour, joué la carte de l'islamisation de l'Etat pakistanaïes. Ce faisant, ils ont ouvert une boîte de Pandore avec, dans un premier temps, les conflits sectaires entre obédiences musulmanes chiïtes et sunnites. Puis, dans un deuxième temps, le développement au Pakistan même de mouvements

talibans qui apparaissent aux yeux d'une grande partie de la population comme une terrible menace obscurantiste. Par ailleurs, au temps de la guerre froide, l'appui des Etats-Unis et de la Chine était acquis, l'Inde étant soutenue par l'Union soviétique. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Alors même que l'intervention étasunienne en Afghanistan déstabilise le Pakistan et renforce «l'anti-américanisme» ambiant, Washington peut exiger d'Islamabad un engagement plus franc contre les talibans.

Ce sont aujourd'hui les habitants de la vallée de Swat qui paient le prix d'une guerre régionale et de conflits religieux dont ils sont otages. Mais c'est l'Etat pakistanaïes tout entier qui peut, demain, entrer dans une crise de décomposition.

Pierre Rousset

PAKISTAN MALADE DU CONFLIT AFGHAN

Les combats font rage dans la vallée de Swat, au nord-ouest du Pakistan. La crise afghano-pakistanaïes est entrée dans une nouvelle phase.



Peshawar, le 17 mai. Dans un camp de réfugiés ayant fui les combats de la vallée de Swat. (REUTERS)

et aussi

POLOGNE ANTICAPITALISTE. Samedi 16 mai, le Parti polonais du travail (PPP) tenait sa convention électorale à Katowice, centre de la grande région industrielle de Silésie. Fondé à l'initiative de la commission nationale de coordination du syndicat «Août 80», le PPP a réuni les 130 000 signatures nécessaires et présente des listes pour les européennes dans les treize circonscriptions électorales. Devant 220 militants, Boguslaw Zietek, président du syndicat et du PPP, a souligné que, si les syndicalistes ont occupé les bureaux électoraux du parti au pouvoir, c'est parce que la période pré-électorale est le meilleur moment pour imposer aux élites gouvernantes des discussions sur les principaux problèmes sociaux. «Votre campagne rassemble à la nôtre. C'est une campagne de lutte, a expliqué Olivier Besancenot. Nous avons les mêmes buts: que les capitalistes payent leur crise et non la population.» Il a appelé à la construction d'un parti anticapitaliste européen.



Katowice (Pologne), le 16 mai. Olivier Besancenot a participé à la convention électorale du Parti polonais du travail (DR).



CINÉMA

ANGES ET DÉMONS/Ron Howard

Passé un scénario construit comme un jeu vidéo, où on passe d'une séquence à une autre en suivant les flèches, ici au sens propre du terme, *Anges et Démons* laisse un sentiment de tromperie. Le thème principal, prétendant s'intéresser aux rapports entre la science et la foi, était prometteur. Mais ici, les partisans de la science, en opposition à l'Eglise, sont une société clandestine qui prévoit de détruire la cité papale – en un mot, des terroristes. À l'inverse, les partisans de la ligne dure sont certes également décredibilisés, mais finalement présentés en martyrs. Et le Saint-Siège dans tout cela? C'est à lui qu'appartient le mot de la fin, qui présente l'Eglise catholique comme une institution progressiste et ouverte pour qui science et foi ne s'opposent pas mais dialoguent. Le centre de l'action tournant autour de l'élection d'un nouveau pape, on rit plutôt jaune.

Aurélien Smirnoff



LIVRES

L'HOMME DE LA PLACE TIANANMEN/Adrien Gombeaud/SEUIL, «MÉDIATHÈQUE»/

118 PAGES/14 EUROS
Une image, comment ça marche? Les films d'Alain Jaubert (notamment *La Place du mort*, sur l'Enterrement à Omans de Courbet) et bien d'autres essais nous ont familiarisés avec cette problématique. Gombeaud s'attache à l'image de l'épisode célèbre où un homme debout affronte une colonne de chars, le 5 juin 1989, place Tiananmen à Pékin, lors de la répression de la manifestation pour la démocratie. Gombeaud dissèque les quatre photos prises alors (qui n'en font qu'une dans notre souvenir collectif), retrace l'histoire des journalistes (qu'il a interviewés), celle (ce qu'on peut en reconstituer) de ces deux hommes, celui qui se dresse devant le char, et celui qui conduit l'engin, et va le détourner. Livre passionnant, érudit, sans pédanterie (l'auteur parle chinois et coréen), aussi bien sur l'analyse politique que sur l'étude formelle.

Paul Louis Thirard

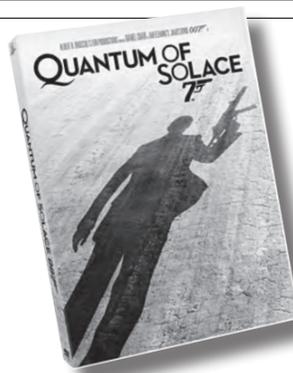


CINÉMA

UNITED RED ARMY/Koji Wakamatsu

Géant septuagénaire du cinéma japonais, Koji Wakamatsu n'a jamais renié sa solidarité avec les révoltes des années 1960. Mais son film, *United Red Army*, se penche avec une froide précision sur le négatif de cette époque: la dérive sectaire et suicidaire de l'Armée rouge unifiée. Après une première partie consacrée à la succession de scandales (traité nippo-américain, guerre du Viêt-nam, corruption des dirigeants) qui ont conduit les étudiants japonais à s'en prendre massivement au pouvoir en place, la seconde partie du film, très éprouvante, décrit l'exil en montagne de ce groupe de militants radicalisés par la répression. Partis pour suivre un entraînement militaire, ils finiront par s'entretuer, les leaders torturant les plus faibles au nom de la «lutte contre l'impureté». Plus tard, l'un d'entre eux reconnaîtra qu'ils avaient, en réalité, manqué du véritable courage consistant à faire cesser toute cette folie. Wakamatsu a dédié son film aux générations futures de révoltés, qui ne devront jamais sacrifier leur libre arbitre au nom d'un idéal.

Hebald Anmille



DVD

QUANTUM OF SOLACE/Marc Forster

SONY PICTURES
«Un minimum de consolation» (*Quantum of Solace*): c'est le cas pour Daniel Craig (James Bond), sentimentalement (le reste relevant du train-train) fort malmené dans le précédent opus. C'est également le cas du spectateur qui, s'étant réjoui de l'heureuse «sortie de route» que constituait *Casino Royale* au regard de la routine bondienne, restera peut-être un peu sur sa faim. Considérant cependant que c'est dans les vieux pots que l'on fait les meilleures soupes, on reconnaîtra à ce minimum-là une redoutable efficacité, certes attendue, mais néanmoins roborative en matière de courses-poursuites, gunfights et autres bagarres. Mathieu Amalric, très inquiétant PDG mégalomane faussement écolo, bien décidé à honteusement spéculer sur l'eau, campe un méchant tout à fait consolant lui aussi.

Enzo



www.mortsdelarue.org

Le 13 mai, vers 18 h 30, vous avez peut-être croisé ce collectif au Panthéon, rendant hommage à tous les morts de la rue. Le collectif Les morts de la rue, interpelle l'opinion sur le sort de ces hommes et de ces femmes, en leur rendant hommage et en diffusant régulièrement des faire-parts collectifs. Noublions pas que l'espérance de vie d'un sans-abri est de 48 ans.

www.deputesgodillots.info

Vous avez un peu de temps libre? Rendez-vous dans l'hémicycle pour assister aux débats de l'Assemblée et prenez des notes pour partager vos impressions sur les attitudes godillotes de certains députés de la majorité afin d'en informer les électeurs! Si vous avez assisté à ce type d'attitudes, dénoncez!

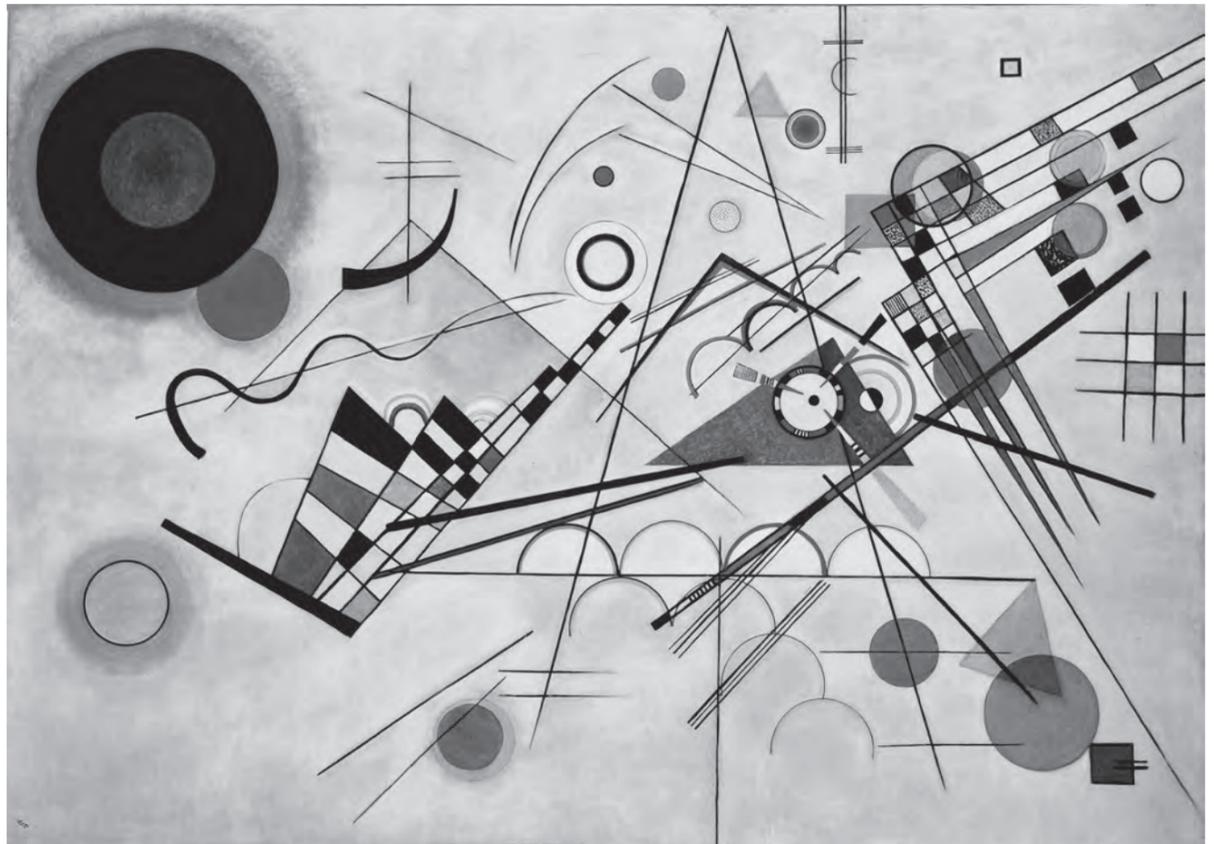
www.maitre-eolas.fr

Un enseignant subit un contrôle d'identité à Marseille. Répondant aux policiers «Sarkozy, je te vois», le voilà poursuivi pour «tapage diurne injurieux». Tout simplement... Voilà un événement, devenu trop banal, rapporté et décrypté par le site maitre-eolas (blog d'un avocat du barreau de Paris). Outre la dénonciation de ce type d'aberration, on y trouve une multitude de clés pour mieux comprendre la justice.

EXPOSITION KANDINSKY UNE RÉVOLUTION INTÉRIEURE

Le succès de la rétrospective Kandinsky, actuellement présentée à Beaubourg, étonne même ses organisateurs. La charge révolutionnaire qui subsiste encore dans l'œuvre de ce géant de la peinture n'y est peut-être pas totalement étrangère.

Si les arts plastiques ont connu une révolution au début du xx^e siècle, c'est sans doute moins du fait de Picasso «cubiste» mais toujours «figuratif», que de Kandinsky produisant ses premières «improvisations», voilà exactement 100 ans. Né en 1866, ce grand bourgeois moscovite, fils de négociant en thé, serait probablement devenu professeur de droit sans sa rencontre avec l'art populaire russe et les toiles de Monet, qui lui firent embrasser la carrière de peintre à 30 ans passés (avec l'appui de sa famille, faut-il préciser). Établi à Munich, il manifesta d'abord son indépendance d'esprit en s'opposant à l'académisme ambiant. Il lui fallut plus d'une décennie de doutes et de tâtonnements pour que son expressionnisme encore russe par ses couleurs et ses figurations se libère de ses particularismes et de la tyrannie de la représentation. Fondateur en 1911 avec Franz Marc du Cavalier Bleu, Kandinsky incarna alors, avec ses premières «compositions», l'extrême pointe de l'avant-garde picturale, devançant même largement tous les futuristes. C'est ce prestige, plus que sa nationalité ou sa présence à Moscou, qui le fit appeler aux plus hautes instances artistiques de la jeune administration soviétique: président des sections théâtre et cinéma du département des Beaux-arts, directeur du Musée de culture artistique de Moscou, vice-président (il n'était pas communiste) de l'Académie des sciences de l'art, puis délégué en Allemagne par Karl Radek en 1921, avant d'être invité à enseigner au Bauhaus. Avec Paul Klee, il devint l'un des principaux animateurs de cette institution si «sulfureuse» que les nazis la fermèrent dès leur accession au pouvoir. Kandinsky s'exila alors en France, où il vécut jusqu'à sa mort en 1944, à 78 ans, laissant des œuvres dispersées en Russie, en Allemagne, aux États-Unis, et dont la présente exposition offre une réunion sans précédent qu'on ne reverra pas de sitôt. «Révolutionnaire», hors de son atelier, de ses œuvres et de ses écrits, Kandinsky ne l'était guère, et le catalogue de l'exposition, très bien conçu, informatif et instructif, suggère, à l'égard des autorités fascistes et nazies, un manque de discernement politique peut-être à mettre au compte de l'âge et de la fatigue des exils successifs, sans parler de la confusion de l'époque. Mais une révolution intérieure avait bien eu lieu, se prolongeant jusque dans ses dernières œuvres. La «nécessité intérieure», dont Kandinsky avait fait le principe de sa révolution picturale, coïncida brièvement avec la nécessité extérieure de l'Allemagne prérévolution-



Komposition VIII, huile sur toile, 1923, Guggenheim Museum (New York)/ADAGP, Paris 2009

naire et des débuts de la révolution soviétique, et c'est tout autre chose qu'une heureuse rencontre ou qu'un «hasard de l'histoire». Un peintre révolutionnaire en art tout en ne l'étant que fugitivement sur le plan politique, c'est également ce qu'il faut aller voir et tenter de comprendre dans les tableaux de Kandinsky.

Gilles Bounoure



«GAUCHE-DROITE: QUELS CLIVAGES AUJOURD'HUI?» NICOLAS SAUGER (DIR.)

PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX N°958,
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

104 PAGES
9,90 EUROS



L'UTILISATION des termes de gauche et de droite remonte à la Révolution française. Dans les assemblées révolutionnaires, tandis que les défenseurs de la monarchie prenaient l'habitude de s'installer à la droite du président de séance, les partisans du tiers état se regroupaient à sa gauche. Ainsi, le clivage gauche-droite n'est d'abord qu'un découpage spatial au sein des assemblées. Ce n'est que progressivement, au fil de l'histoire politique française, et particulièrement depuis le coup d'Etat gaulliste donnant naissance à la V^e République, qu'il a pris la forme que nous lui connaissons. De nos jours, selon les sondages, les Français continuent pour plus des deux tiers à s'identifier avec la droite ou la gauche.

Le dossier réalisé par Nicolas Sauger questionne, par de nombreuses contributions, ce clivage, dans ses dimensions idéologique, sociologique et politique : les notions de gauche et de droite ont-elle encore un sens? Quelles sont les valeurs sur lesquelles les acteurs politiques et les électeurs se départagent? Existe-t-il des politiques de droite ou de gauche? De nouvelles lignes de clivage se dessinent-elles? Peut-on envisager l'avènement d'un bipartisme à la française, où seuls deux partis formeraient le paysage politique, à l'instar de la situation américaine, où l'opposition entre démocrates et républicains tient lieu de clivage? Loin de se cantonner à une simple approche institutionnelle, cette étude est tout à fait stimulante pour ceux et celles qui veulent rompre avec un système inégalitaire et antidémocratique, qu'il s'agit de connaître pour mieux le combattre.

Gabriel Gérard

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL.: 01 49 28 52 44 FAX: 01 49 28 52 43

www.la-breche.com

IL Y A VINGT ANS LE MASSACRE DE LA PLACE TIANANMEN

Le 4 juin 1989, l'armée chinoise entrait dans Pékin pour écraser une vaste mobilisation démocratique.



Un homme debout devant une colonne de chars comme immobilisée par sa détermination. La solitude d'un citoyen face à un Etat et son armée. L'instantané, saisi par Stuart Franklin (Magnum Photos), a fait le tour du monde, au point de devenir le symbole international du Mouvement du 4 juin et de sa répression sanglante. Voilà vingt ans. L'impact durable de cette image (lire page 9) souligne l'ampleur du choc provoqué dans le monde par les événements du printemps 1989. Mais une épure photographique ne peut rendre compte seule d'un moment historique complexe, où se sont nouées mobilisations de rue et luttes d'appareil, où étudiants et ouvriers se sont retrouvés côte à côte sans vraiment se rejoindre; où l'avenir s'est joué au sein du parti dirigeant derrière un théâtre d'ombres.

A sa mort, le 15 avril 1989, Hu Yaobang – ancien secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC), réputé réformateur et mis à l'écart deux ans plus tôt par l'aile «conservatrice» du bureau politique – est salué sur les campus de Pékin comme un héros du combat contre l'autoritarisme et la corruption. Six jours plus tard, par dizaines de milliers, les étudiants de la capitale entrent en grève contre de difficiles conditions de vie, pour la démocratie et la réhabilitation de Hu. Le 22 avril, à l'occasion de ses funérailles, quelque 70000 étudiants et 30000 travailleurs se retrouvent place Tiananmen et reçoivent le soutien de nombreux éditorialistes dans la presse.

MOUVEMENT RÉFORMATEUR

Le 26 avril, dans un éditorial du *Quotidien du Peuple*, Deng Xiaoping, principal dirigeant du PCC, dénonce les manifestants étudiants comme de la «chienlit» – le terme même (par-delà les aléas de la traduction)

employé par le général de Gaulle en Mai 68 contre les occupants du Quartier latin. Comme en France, l'insulte ne fait que donner plus de vigueur encore à la mobilisation. Le mouvement s'étend: Shanghai, Wuhan, Canton, Xi'an, Chengdu... Des associations étudiantes indépendantes se forment, adoptant des modes de fonctionnement démocratiques. La Fédération autonome des travailleurs de Pékin voit le jour, avec environ 20000 membres. Des commerçants et petits entrepreneurs s'engagent. Le 4 mai, ils sont 100000 à commencer l'occupation de la place Tiananmen, où un forum permanent attire les foules. Le 13 mai, entre 2000 et 3000 étudiants entrent en grève de la faim. Des ouvriers arrivent en camions de leurs entreprises, inquiets de l'inflation et du risque de chômage (mais ils se mêlent peu aux étudiants). 1 à 2 millions de Pékinois apportent leur soutien aux grévistes de la faim. Les étudiants saluent en Gorbatchev, le dirigeant russe en visite officielle, l'homme d'une libéralisation du communisme – un véritable camouflet pour Deng Xiaoping.

La direction du parti est divisée. Zhao Ziyang, secrétaire général, affiche sa compréhension à l'égard des manifestants. Le 19 mai, il fait savoir aux grévistes de la faim qu'il a été battu et s'en excuse: «*Nous sommes venus trop tard et en sommes navrés. Nous méritons vos critiques*» (ses mémoires posthumes, *Prisonnier de l'Etat*, viennent d'être publiées). La loi martiale est déclarée dans les arrondissements centraux de Pékin mais, les 20 et 21 mai, la foule empêche l'entrée en ville d'une armée qui tente encore de garder le beau rôle.

Privé de perspectives politiques par la défaite de Zhao Ziyang, le mouvement se poursuit, mais se divise aussi... Le reflux s'amorce. Le pouvoir l'emporte, mais il décide néanmoins de faire un exemple: le massacre délibéré

d'un rassemblement pacifique. Les soldats stationnés dans la capitale étant sous l'influence du mouvement, des troupes sont appelées des provinces périphériques. Le 4 juin, l'armée intervient. Elle tire à balles réelles sur les résidents et les manifestants. Les chars détruisent les barricades et écrasent les tentes des derniers occupants de la place Tiananmen (la plupart ont quitté les lieux). Environ 2500 civils auraient été tués, ainsi que quelques dizaines de militaires. Une vaste campagne médiatique est orchestrée pour diaboliser le mouvement. Les arrestations se multiplient.

CHAPE DE PLOMB

Zhao Ziyang est destitué et sera de fait maintenu en résidence surveillée jusqu'à sa mort en 2005. Il est remplacé par Jiang Zemin, alors maire de Shanghai. Deng Xiaoping triomphe. Mais la défaite du réformateur Zhao et la victoire apparente des «conservateurs» n'empêchent pas la poursuite des «réformes» capitalistes. Simplement, elles s'opèrent «sous contrôle», dans un cadre autoritaire.

Le Mouvement du 4 juin 1989 se réclamait du Mouvement du 4 mai 1919 et de sa critique des incuries de l'Etat par la nouvelle intelligentsia radicale. Il prolonge d'autres mouvements de contestations démocratiques – aux débuts de la Révolution culturelle en 1966 ou une décennie plus tard, en 1978. Il annonce aussi les résistances civiles et sociales à venir. Mais sa répression a provoqué une véritable rupture de continuité militante et son souvenir même est obliéré par la chape de plomb étatique.

Pierre Rousset



Pékin, mai 1989. Manifestation place Tiananmen. (CHANTAL GIRRES)

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

SUPPLICE DE CHIFFRES (ARNOLD): Cela fait longtemps que l'inégalité salariale se développe en France. Durant une grande partie du xx^e siècle, les puissances intellectuelles, syndicales et politiques de gauche, ont lutté pour réduire ces inégalités, et ce avec une certaine réussite. Depuis les années 1980, les années frics, les années Mitterrand et Tapie, l'idéologie néolibérale s'est développée à un point tel que les Keynésiens étaient devenus pour tous de dangereux gauchistes. [...] Il y a de cela 25 ans, le président de Peugeot fut dans les pires difficultés lorsque les salariés de l'entreprise apprirent qu'il gagnait près de 30 fois le Smic; alors qu'aujourd'hui peu de personnes s'émeuvent que le président de LVMH touche 4 201 070 euros (près de 268 fois le Smic) en 2007, ou que Martin Bouygues se verse un salaire équivalent à 154 Smic lors de la même année. Mais, à ces salaires, il faut ajouter le salaire variable, les stock-options et autres actions gratuites. Et là, on arrive à des chiffres d'une toute autre ampleur, la moyenne pour les patrons du CAC 40 s'établissant

à 4,73 millions d'euros (275 années de Smic). En ajoutant ces petits compléments de salaire, le classement de ces gentilshommes devient:

1. Paul Agon (L'Oréal), 14 220 000 d'euros (926 années de Smic);
 2. Bernard Arnaud (ami de notre cher président), 13 940 000 euros (908 années de Smic);
 3. Arnaud Lagardère (un frère de notre cher président), 13 640 000 euros (moins de 900 années de Smic, la honte...).
- Si ces sommes vous font bondir, vous n'êtes pas les seuls, le Medef lui aussi tremble. En effet, il se dit qu'à la vitesse où cela va, la colère populaire pourrait grimper. C'est pourquoi un cabinet de conseil suggère aux patrons de ne plus dépasser 240 Smic...

POUVOIR D'ACHAT (GUY, GIRONDE): J'ai lu avec beaucoup d'attention votre article en pages centrales du n°5. Vous n'évoquez que l'aspect financier de la crise. A mon sens, ce n'est pas avec de tels arguments que vous allez mobiliser les salariés qui sont confrontés à la véritable crise: celle de la production. En effet, depuis des décennies, les multinationales investissent à l'étranger avec l'aide des Etats concernés dans l'élaboration du capital constant, avec la volonté d'augmenter le taux de profit, si l'on considère le rapport avec le capital variable que constitue la main-d'œuvre de ces pays. L'incidence est que, dans les pays d'origine, la baisse constante du pouvoir d'achat ne permet pas de réaliser la valeur (donc du profit), d'où l'appel aux finances de l'Etat.



Compiègne (Oise), le 1^{er} Mai. Manifestation des salariés de Continental. (JMB)

LICENCIEMENTS CONSTRUIRE LA MOBILISATION

Le Parti ouvrier indépendant (POI) prétend vouloir faire campagne commune avec le NPA sur l'interdiction des licenciements. Mais cela ne peut se faire aux dépens des exigences démocratiques...

Les licenciements continuent de frapper de plein fouet la classe ouvrière et il y a urgence à arrêter l'hémorragie. Entreprise par entreprise, les travailleurs n'ont pas la force d'empêcher les licenciements et sont contraints de vendre leur peau le plus cher possible. La lutte contre les licenciements, pour leur interdiction, est l'affaire de tous.

C'est pour agir dans ce sens que le NPA a avancé l'idée d'une marche contre les licenciements et mis au cœur de son agitation leur interdiction. Bien souvent, nos camarades ont été sollicités par les militants du Parti ouvrier indépendant (POI) pour rejoindre la manifestation que leur parti organisait à Paris, samedi 16 mai, autour de ce mot d'ordre. Les dirigeants de ce parti ont sollicité récemment Olivier Besancenot, après avoir envoyé une lettre pour interpellier les «camarades dirigeants du NPA», et nous mettre en demeure de répondre à leur proposition «d'examiner les possibilités de forger l'unité ouvrière pour l'interdiction des licenciements».

Il est vrai que cette lutte nécessite l'unité la plus large. Mais cette unité exige des rapports démocratiques pour que se constitue un front à l'initiative des travailleurs victimes des licenciements et de leurs organisations, afin de déboucher sur une mobilisation de masse de très grande ampleur. Or l'attitude des dirigeants du POI ne répond pas à cette nécessité. N'est-ce pas Gérard Schivardi qui présentait, le 8 février dernier, Olivier Besancenot comme le «Le Pen

de Sarkozy»: «A l'époque, Mitterrand avait mis Le Pen en place pour casser la droite. Aujourd'hui, Sarkozy se sert de ce soi-disant facteur pour casser la gauche.» Propos qui relèvent de la calomnie et ne nous encouragent pas à accorder le moindre crédit à la démarche du POI.

Nous militons pour populariser le mot d'ordre d'interdiction des licenciements, pour œuvrer à construire l'unité dans des rapports démocratiques. Et, indépendamment des intentions du POI, du crédit que nous pouvons lui accorder, un tête-à-tête entre le NPA et lui ne ferait en rien avancer les choses. C'est ce que nous lui avons répondu. Notre conception de l'unité cherche à construire le rassemblement le plus large possible pour peser concrètement sur la situation. Nous y consacrons nos forces. Sur cette question, le NPA a été à l'initiative d'une réunion nationale, qui a abouti à la déclaration des dix organisations de gauche du 29 janvier. Nous avons renouvelé sans succès cette proposition à plusieurs reprises et la renouvelons encore aujourd'hui.

Mais, à l'heure actuelle, aucune des organisations à la gauche du Parti socialiste n'est favorable à faire une action commune sur cette question. Les directions des confédérations syndicales s'y dérobent. La discussion pour convaincre les militants politiques, syndicalistes, les équipes syndicales de la seule perspective unifiante contre les licenciements est une préoccupation majeure. Plus nous serons nombreux à la mener, plus nous aurons de force pour

aider à la convergence des luttes. Mais cette bataille pour l'unité ne saurait se confondre à une initiative autour du POI ou même du POI et du NPA. Il nous faut la mener au cœur

même des organisations syndicales, convaincre les travailleurs frappés ou menacés, œuvrer à construire un mouvement d'ensemble.

Yvan Lemaitre

La revue mensuelle Tout est à nous! est sortie!
Vous pouvez vous procurer le n°1 en envoyant un chèque de 4 euros à Tout est à nous! La revue, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, à l'ordre de NSPAC, voir aussi formules d'abonnement ci-contre.

S'ABONNER

Abonnements par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo	6 mois	1 an
	28 euros	56 euros
L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	50 euros	100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo	6 mois	1 an
	20 euros	40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	38 euros	76 euros

Abonnement à la revue mensuelle	6 mois	1 an
	22 euros	44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo	6 mois	1 an
	45 euros	90 euros
L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	65 euros	130 euros



SÉQUESTRONS la Bourse!

Le capitalisme est toxique. Il empoisonne et détruit nos vies pour le plus grand profit des actionnaires et des grands patrons. Le 19 mai, une soixantaine de militants et de sympathisants du NPA, avec Omar Slaouti (tête de liste du NPA en Ile-de-France) et Olivier Besancenot, ont procédé à une opération de décontamination anticapitaliste. Pendant plus d'une demi-heure, ils se sont installés sur les marches de l'ancien Palais Brongnart, qui abritait la Bourse des valeurs à Paris. Après avoir enfumé et entouré à l'aide de rubans de chantier ce lieu hautement symbolique du capitalisme, ils ont lancé des slogans tels que « interdiction des licenciements », « les patrons licencient, licencions les

patrons », « Sarkozy au Karcher », contre la précarité qui frappe de plus en plus la jeunesse et tous les salariés licenciés. Cette action avait pour but de remettre au centre de la campagne des européennes la responsabilité des milieux financiers et des banques dans la crise du capitalisme, qui jette à la rue les salariés par milliers et réduit à zéro le droit à un emploi de qualité pour la jeunesse. Le 7 juin, en votant pour les listes présentées par le NPA et soutenues par Olivier Besancenot, ne nous privons pas de refuser de payer la crise.



(Milo)

LE CHIFFRE

451 600

Selon les données fournies par Pôle emploi, 451600 jeunes (âgés de moins de 25 ans) sont au chômage, soit une augmentation de 119000 au cours des douze derniers mois.

En 2008, le taux de chômage des jeunes est de 18% et la moitié de ceux qui travaillent ont, en réalité, un emploi précaire (contrat à durée déterminée, contrat aidé, intérim). Mais, comme ne manquera pas de le faire remarquer le gouvernement, cela pourrait être pire! Comme en Espagne: 24,6% de jeunes sont au chômage et 55,2% des emplois occupés par des jeunes sont précaires.

PAROLES DE SEXISTE. A en croire son producteur, Orelsan pratiquerait un hip-hop drôle, cruel et provoquant... Les textes du rappeur (Saint-Valentin, Sale Pute), d'une extrême violence, misogynie et homophobies, seraient à prendre au second degré! Mercredi 13 mai, un rassemblement unitaire devant le Bataclan (Paris), où Orelsan tenait concert, a mobilisé une centaine de personnes. Car, si ce chanteur réclame le droit à la libre expression, comment expliquer le fait que son avocat a envoyé un courrier à quatre associations – Pulsart (association nationale d'actions artistiques auprès des jeunes en difficulté), le Planning familial, Mix-cité-Rennes et le Centre d'information des droits des femmes (CIDF) –, dans lequel il les a mises en demeure « d'interrompre immédiatement toutes leurs actions de nature à porter atteinte au bon déroulement de la carrière d'Orelsan ». Il s'agit d'imposer une loi cadre contre les violences faites aux femmes qui reconnaisse la spécificité des violences commises sur les femmes.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

EN MANIF À BRUXELLES

« La grogne sociale monte en Europe », titrait un grand journal francophone au lendemain de la manifestation syndicale européenne à Bruxelles, regroupant 50000 travailleurs et travailleuses, dont une trentaine de milliers de Belges. Une des quatre euromanifestations – Madrid (14 mai), Bruxelles (15 mai); Prague et Berlin (16 mai) –, à l'appel de la Confédération européenne des syndicats (CES). « Il n'est pas acceptable que les travailleurs et les citoyens paient la facture d'une crise dont ils ne sont pas à l'origine », déclare la CES, qui réclame un « nouveau deal social »: plus d'emplois, de meilleurs salaires et retraites, une distribution équitable des richesses, le respect des droits fondamentaux. Des revendications générales, alors que la précarité et la misère montent en flèche; alors que se succèdent les plans de licenciements et de fermetures d'usine; alors que des milliards d'euros ont été engloutis pour sauver les banques.

MANIFESTATION POUR LES BOSCH

Les temps sont durs, côté emploi, dans l'Eure: l'an dernier, les chaussures Marco ont licencié 50 salariés, il y a du chômage technique aux machines-outils Briot et l'usine de pâte à papier M-Real est menacée. Et maintenant, Bosch (équipementier automobile, 69 salariés en CDI) a annoncé la fermeture de l'usine des Damps. Aussitôt, ce fut la grève totale avec piquet. La première réunion de la procédure légale « information/consultation » s'est tenue le 12 mai. Deux semaines après l'annonce de la fermeture, les élus de la boîte ont appelé la population à manifester le 15. Le NPA s'est mobilisé, au-delà même de ses propres rangs, malgré l'annonce de la reprise du travail, peu avant la manifestation. Cela n'a pas plu à tout le monde, au point qu'un délégué de Bosch a déclaré à la sono: « Les partis derrière, surtout le NPA, qui soutient seulement quand il y a une manifestation. » Pourtant, il y en a eu, des militants du NPA au piquet de grève, et notre cortège était plus nombreux et plus visible que celui du PCF. Trop difficile à avaler?

PAS DE GAY PRIDE À MOSCOU

A Moscou, samedi 15 mai, en marge de la 54^e finale de l'Eurovision, la police russe a tenté de disperser une manifestation interdite ayant pour but de défendre les droits des homosexuels. Une trentaine de manifestants de la « Gay Pride Slave », dont Nikolai Alexeïev, fondateur du site Internet GayRussia.ru, ont été violemment arrêtés par les forces de l'ordre. Nikolai Alexeïev a appelé les artistes de l'Eurovision à boycotter la soirée, afin de rappeler qu'il est inacceptable que les droits de l'Homme soient toujours bafoyés en Russie. « Le gouvernement russe utilise l'Eurovision cette année comme un gala pour montrer au monde les progrès qu'a fait le pays depuis le début des années 1990. Mais ce qui a été observé cet après-midi dans les rues de Moscou montre au monde à quel point la Russie a peu avancé en matière de droits de l'Homme fondamentaux », a-t-il conclu. A quand une vraie Gay Pride autorisée à Moscou?

PRÉFÉRENCE CLÉRICALE

On se souvient du credo de Sarkozy: dans « la transmission des valeurs, [...] l'instituteur ne pourra jamais remplacer le prêtre ». Dernier épisode en date dans cette offensive contre la laïcité et l'égalité: l'accord passé en décembre dernier – et dont le décret d'application vient d'être signé – entre Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères et... le Vatican! Désormais, la France reconnaîtra la validité des diplômes délivrés par « les universités catholiques » (privées et payantes) pourvu qu'ils soient « visés par le Vatican ». Au prétexte de l'application du « processus de Bologne », créant un espace universitaire européen et impliquant la reconnaissance des diplômes des autres pays européens – dont le Vatican! –, ces nouvelles dispositions marquent en fait la fin du monopole public sur la délivrance des diplômes universitaires et la certification de leur validité.

NO COMMENT

« Bien sûr, je suis très fier du soutien que j'ai reçu de différents gouvernements de différentes familles politiques, le Parti populaire, les socialistes, les libéraux ». JOSÉ MANUEL BARROSO (PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE ET CANDIDAT À SA SUCCESSION).

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail: redaction@npa2009.org
Commission paritaire: en cours
Tirage: 9000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: François Coustal
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr